

**UNION ECONOMIQUE ET MONETAIRE
OUEST AFRICAINE**

La Commission

Département des Politiques Economiques
et de la Fiscalité Intérieure



**NOTE DE CONJONCTURE
ECONOMIQUE REGIONALE DANS
L'UEMOA**

Bénin
Burkina Faso
Côte d'Ivoire
Guinée-Bissau
Mali
Niger
Sénégal
Togo

3^e trimestre 2016

N°33

Janvier 2017

Table des matières

Sigles et abréviations.....	2
Liste des graphiques.....	3
Liste des tableaux.....	3
Résumé.....	4
Introduction.....	1
1. Conjoncture internationale.....	2
1.1. Activité économique mondiale.....	2
1.2. Inflation dans les principales régions du monde.....	2
1.3. Cours des matières premières.....	2
1.4. Taux d'intérêt.....	4
2. Conjoncture dans la zone UEMOA.....	5
2.1. Activité économique régionale.....	5
2.2. Inflation et compétitivité intérieure.....	7
2.3. Secteur extérieur.....	11
2.4. Finances publiques.....	16
2.5. Situation monétaire.....	18
2.6. Compétitivité de la monnaie.....	20
2.7. Activité de la BRVM.....	20
3. Principaux faits marquants.....	21
3.1 Environnement international.....	21
3.2 Etats de l'UEMOA.....	21
Conclusion.....	22

Sigles et abréviations

BCEAO	: Banque Centrale des Etats de l’Afrique de l’Ouest
BRVM	: Bourse régionale des valeurs mobilières
CCP	: Centre des chèques postaux
CNE	: Caisse nationale d’épargne
CNPE	: Comité National de Politique Economique
FCFA	: Franc CFA
FED	: Réserve Fédérale des Etats - Unis
FMI	: Fonds Monétaire International
IHPC	: Indice harmonisé des prix à la consommation
IHPI	: Indice harmonisé de la production industrielle
IPI	: Indice de la production industrielle
INS	: Institut national de la statistique
LIBOR	: Taux interbancaire pratiqué à Londres
Mds	: Milliards
OPEP	: Organisation des pays exportateurs de pétrole
PIB	: Produit intérieur brut
PNG	: Position nette du Gouvernement
TOFE	: Tableau des opérations financières de l’Etat
UEMOA	: Union Economique et Monétaire Ouest Africaine
3T16	: Troisième trimestre 2016

Liste des graphiques

Graphique 1: Evolution des cours du pétrole (en dollars par baril)	3
Graphique 2: Evolution trimestrielle du solde commercial dans l'Union (mds FCFA)	13
Graphique 3: Evolution du degré d'externalisation dans l'Union (%).....	14
Graphique 4: Evolution trimestrielle du taux d'exportation dans l'Union en %.....	15
Graphique 5: Evolution trimestrielle du taux de pénétration dans l'Union en %	15

Liste des tableaux

Tableau 1 : Cours des matières premières en dollars	3
Tableau 2: Production agricole totale dans les pays de l'UEMOA.....	5
Tableau 3 : Evolution de l'IHPC trimestriel de l'Union, par fonction, au troisième trimestre 2016.....	7
Tableau 4 : Evolution de l'IHPC trimestriel de l'Union, par Etat membre, au troisième trimestre 2016.....	8
Tableau 5 : Inflation sous-jacente et nomenclature secondaire de l'IHPC au troisième trimestre 2016.....	9
Tableau 6: Evolution trimestrielle du degré d'internationalisation dans l'Union (%).....	11
Tableau 7: Evolution trimestrielle des exportations en valeur (en mds FCFA).....	12
Tableau 8 : Evolution trimestrielle des importations en valeur (en mds)	12
Tableau 9: Evolution trimestrielle du taux de couverture dans l'Union (en %).....	13
Tableau 10: Evolution trimestrielle des termes de l'échange dans l'Union.....	14
Tableau 11: Recettes et Dépenses publiques dans les Etats membres de l'UEMOA au troisième trimestre 2016 (en mds).....	16
Tableau 12: Masse monétaire et contreparties dans les Etats membres de l'UEMOA au troisième trimestre 2016 (en mds).....	19

Résumé

Selon le FMI, la croissance mondiale serait de 3,1% en 2016 contre 3,2% en 2015. En 2017, la croissance est prévue à 3,4%. En Afrique subsaharienne, en 2016, la croissance serait de 1,4% contre 3,4% en 2015. La chute des cours du pétrole continue de handicaper les pays exportateurs qui tirent traditionnellement la croissance du continent. En 2017, les prévisions indiquent une croissance de 2,9%.

En 2016, l'activité économique de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine a enregistré un taux de croissance de 6,8% contre 6,6% en 2015. Dans l'ensemble, tous les Etats membres ont affiché de bonnes performances. En 2017, une croissance de 7,3% est attendue.

Au niveau de l'Union, l'indice général des prix du troisième trimestre 2016 a affiché une baisse de 0,6% par rapport au deuxième trimestre de l'année 2016.

Le troisième trimestre de l'année 2016 a été marqué par un repli de 20% des exportations en valeur de l'Union, comparativement au trimestre précédent.

A la fin du troisième trimestre de l'année, les importations de l'Union affichent une baisse de 4,2%.

Il ressort des données conjoncturelles sur les finances publiques que les recettes totales de l'Union ont connu une hausse entre le troisième trimestre 2015 et le troisième trimestre de l'année 2016.

Au terme du troisième trimestre 2016, la situation monétaire au sein de l'UEMOA indique que les disponibilités monétaires sont ressorties en baisse de 2 057,5 mds, s'établissant à 21 985,0 mds au cours dudit trimestre, contre 24 042,5 mds au deuxième trimestre 2016.

Introduction

La présente note de conjoncture régionale fait le point de la situation économique et financière de la sous-région au cours du troisième trimestre 2016 et présente une brève perspective pour le quatrième trimestre de l'année 2016. Elle est structurée en trois (03) parties :

- Conjoncture internationale ;
- Conjoncture dans la zone UEMOA ;
- Principaux faits marquants.

Les données de la conjoncture internationale proviennent de l'édition d'octobre 2016 des perspectives de l'économie mondiale du FMI, tandis que celles relatives à la croissance régionale sont issues du rapport de la surveillance multilatérale de décembre 2016. Les données nationales proviennent des Instituts Nationaux de la Statistique (INS), des Comités Nationaux de Politique Economique (CNPE) et des Directions de la Prévision des Etats membres.

1. Conjoncture internationale

1.1. Activité économique mondiale

Selon le FMI, l'économie mondiale atteindrait une croissance de 3,1% en 2016 contre 3,2% en 2015. Cette décélération vient surtout de la baisse du rythme de l'activité dans les pays émergents, notamment en Chine. En 2017, la croissance est attendue à 3,4%.

Aux Etats-Unis, la croissance s'est établie à 1,6% en 2016 contre 2,6% en 2015 en dépit de la politique monétaire expansive de la FED. Cette tendance devrait s'améliorer en 2017 avec une croissance attendue de 2,2%.

En zone euro, la croissance économique s'est établie à 1,7% en 2016 contre 2,0% en 2015. Elle est essentiellement liée au recul des exportations. En 2017, une croissance de 1,5% est attendue.

Au Japon, l'activité économique a été marquée en 2016 par un nouvel épisode de croissance avec un taux de 0,5% comme en 2015, avec le service de la dette qui pèse lourdement sur les finances publiques. En 2017, la croissance économique devrait atteindre 0,6%.

Quant à l'Afrique subsaharienne, au cours de l'année 2016, sa croissance est de 1,4% contre 3,4% en 2015 en liaison avec la chute des cours du pétrole qui handicape les pays exportateurs. En 2017, les prévisions indiquent une croissance de 2,9%.

1.2. Inflation dans les principales régions du monde

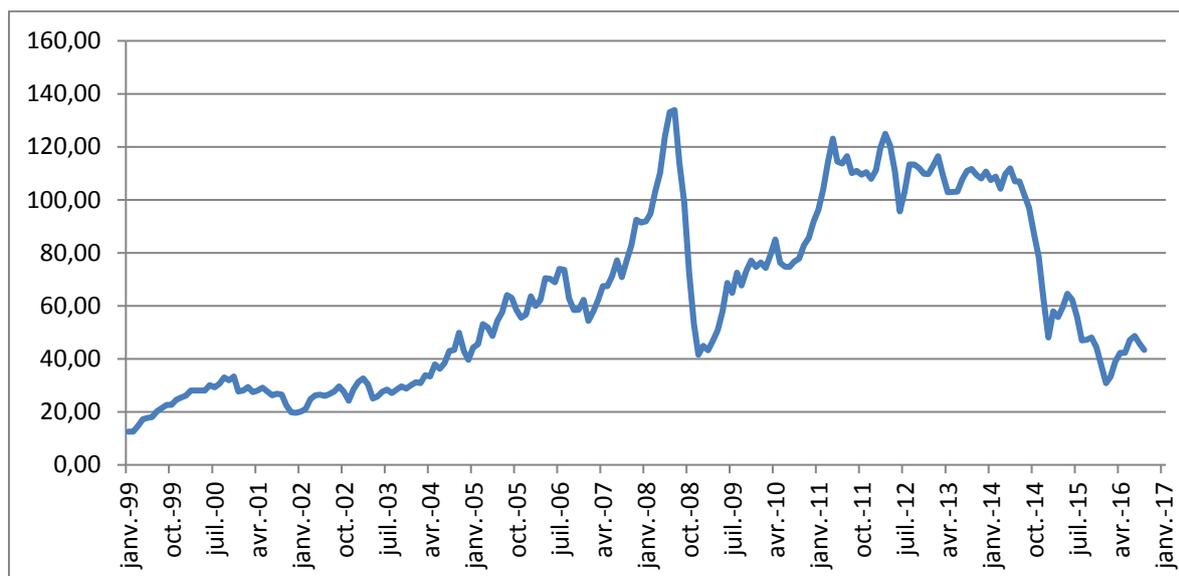
L'inflation se situe à 0,8% en 2016 contre 0,3% en 2015 dans les pays avancés. Cette situation pourrait être imputable à la légère hausse des cours des produits alimentaires. En 2017, le taux d'inflation est attendu à 1,7%, sous l'hypothèse d'une légère reprise de la hausse des cours du pétrole.

Dans les pays en développement et émergents, l'inflation a atteint 4,5% en 2016 contre 4,7% en 2015. Cette situation s'explique en partie par la baisse des cours du pétrole. En 2017, le taux d'inflation est prévu à 4,4%.

1.3. Cours des matières premières

Au troisième trimestre 2016, comparativement au trimestre précédent, les cours du pétrole ont baissé de 1,5%. En glissement annuel, les cours du brut reculent de 9,4%. Ce recul provient surtout de la baisse de la demande mondiale liée à une timide reprise économique mondiale.

Graphique 1: Evolution des cours du pétrole (en dollars par baril)



Les cours de l'once d'or ont augmenté de 5,6% au troisième trimestre 2016, comparativement à la situation d'un trimestre plus tôt. En glissement annuel, les cours ont progressé de 18,4%. Cette situation s'explique surtout par le regain d'intérêt pour l'or comme valeur refuge face aux incertitudes économiques mondiales.

Le troisième trimestre 2016 a été marqué par la baisse des cours du cacao de 3,5%, comparativement au deuxième trimestre 2016. Cette évolution s'explique par la hausse de la quantité de fèves produites en Afrique de l'Ouest, première région productrice au monde. En glissement annuel, les cours du cacao baissent de 8,0%.

Tableau 1 : Cours des matières premières en dollars

Matières premières	Unité	2015			2016		Variations en %	
		T3	T2	T3	16T3/ 16T2	16T3 /15T3		
Pétrole brut (Brent)	\$ / bbl	50,0	46,0	45,3	-1,5	-9,4		
Cacao	c / kg	325,0	310,0	299,0	-3,5	-8,0		
Café arabica	c / kg	336,0	349,0	370,0	6,0	10,1		
Café robusta	c / kg	187,0	184,0	205,0	11,4	9,6		
Huile d'arachide	\$/tm	1 332,0	1 550,0	1 501,0	-3,2	12,7		
Huile de palme	\$/tm	574,0	704,0	714,0	1,4	24,4		
Huile de palmiste	\$/tm	802,0	1 288,0	1 435,0	11,4	78,9		
Maïs	\$ / tm	169,3	171,1	153,4	-10,3	-9,4		
Riz brisé 5%	\$ / tm	374,0	423,1	413,7	-2,2	10,6		
Sorgho	\$ / tm	190,0	173,9	151,9	-12,7	-20,1		
Blé	\$ / tm	196,4	177,7	151,5	-14,7	-22,9		
Banane	\$ / tm	900,0	94,0	91,0	-3,2	-89,9		
Farine poisson	\$ / tm	507,0	486,0	461,0	-5,1	-9,1		
Sucre	c/kg	27,0	38,0	45,0	18,4	66,7		
Bois (Sawnwood) Caméroun	\$/décimètre cube	844,9	687,7	391,7	-43,0	-53,6		
Coton (A Index)	c/kg	156,0	157,0	173,0	10,2	10,9		
Phosphate roche	\$/ tm	117,0	115,0	115,0	0,0	-1,7		
Or non monétaire	\$/ toz	1 124,0	1 260,0	1 331,0	5,6	18,4		

Source : PINKSHEET (Banque Mondiale)

Quant au café robusta, ses cours ont progressé de 11,4% entre les deuxième et troisième trimestres de 2016. En glissement annuel, les cours augmentent de 9,4%. Cette évolution des cours du café robusta s'explique par une offre en baisse, dans les principales régions productrices.

Pour ce qui est du coton, au troisième trimestre 2016, comparativement au trimestre précédent, les cours augmentent de 10,2%. En glissement annuel, les cours progressent de 10,9%. Cette embellie des cours du coton est provoquée essentiellement par la reprise de la demande chinoise.

1.4. Taux d'intérêt

Le taux des dépôts en dollars à 6 mois est de 1,0% en 2016 contre 0,5% en 2015, au niveau du LIBOR. En 2017, ce taux sera de 1,3%. Le taux des dépôts en euros à 3 mois est de -0,3% en 2016 contre 0,0% en 2015. En 2017, ce taux sera de -0,4%. Le taux des dépôts en yens à 6 mois est de 0,0% en 2016 contre 0,1% en 2015. En 2017, ce taux est prévu à -0,1%.

Dans le contexte de crise d'endettement que connaissent les pays avancés, la plupart des banques centrales maintiennent leurs taux directeurs à des niveaux bas.

2. Conjoncture dans la zone UEMOA

2.1. Activité économique régionale

En 2016, l'activité économique de l'Union enregistrerait un taux de croissance de 6,8% contre 6,6% en 2015. Dans l'ensemble, tous les Etats membres ont enregistré de bonnes performances, même si le taux de croissance reste en dessous de 5% dans quelques-uns d'entre eux. Une croissance de 7,3% est attendue en 2017.

Activité agricole

La campagne agricole 2015/2016 a donné des résultats mitigés en raison de la mauvaise pluviométrie dans certains Etats.

La hausse la plus importante de la production agricole a été notée au Sénégal, tandis que la plus faible a été enregistrée au Niger.

Au Sénégal, la hausse provient surtout d'une augmentation des productions de céréales notamment de sorgho, de fonio et de riz.

Tableau 2: Production agricole totale dans les pays de l'UEMOA

Pays	Production totale (en tonnes)		Variation relative de (2) par rapport à (1)
	campagne 2014/2015 (1)	campagne 2015/2016 (2)	en %
Bénin	12 374 407,2	11 020 959.1	-10.9
Burkina Faso	6 731 908	6 273 443.0	-7.1
Côte d'Ivoire	20 093 315,1	19 569 171.7	-3.1
Guinée Bissau	NC	1 065 920	NC
Mali	8 052 024	9 448 407	17.3
Niger	11 874 061	12 906 044	8.7
Sénégal	2 503 078	4 067 796	62.2
Togo	3 597 830	3 434 214	-4.3

Source : INS des Etats membres

Activité industrielle

Les indicateurs conjoncturels disponibles sont ceux du deuxième trimestre.

Au second trimestre 2016, la production industrielle du Bénin a baissé de 5,6%, comparativement au trimestre précédent. Ce recul est essentiellement imputable à une forte baisse dans les industries chimiques et les industries extractives.

Au Burkina, au deuxième trimestre 2016, la production industrielle a baissé de 2,2%, comparativement au premier trimestre de 2016. Ce recul s'explique surtout par une diminution de la production des industries textiles. Au cours de la même période, celle des industries chimiques et de l'électricité a augmenté respectivement de 24,0% et de 17,0%.

Au deuxième trimestre 2016, en Côte d'Ivoire, la production industrielle a baissé de 1,4% comparativement à un trimestre plus tôt. Ce recul provient en grande partie de la diminution de la production des industries du caoutchouc et de celle du raffinage. On note cependant une hausse importante de la production dans les industries de la métallurgie.

Au Mali, au deuxième trimestre 2016, la production industrielle a baissé de 37,9% comparativement au premier trimestre de 2016. Cette baisse s'explique surtout par une diminution de la production dans l'égrenage de coton. Au cours de la même période, celle de la fabrication de produits en caoutchouc a fortement augmenté.

Au deuxième trimestre 2016, au Niger, la production industrielle a progressé de 1,1%, comparativement à un trimestre plus tôt. Cette avancée provient surtout de la diminution de la production d'or et d'énergie. On note cependant une baisse importante de la production dans les industries d'imprimerie.

Au Sénégal, au deuxième trimestre 2016, la production industrielle a augmenté de 3,1%, comparativement au premier trimestre de 2016. Cette hausse s'explique surtout par une augmentation de la production des industries chimiques et de l'énergie. Au cours de la même période, celle du textile et du cuir a fortement baissé.

Au Togo, au deuxième trimestre 2016, la production industrielle a augmenté de 40,0%, comparativement au premier trimestre de 2016. Cette hausse s'explique surtout par une augmentation de la production des industries de distribution d'électricité et d'eau. Au cours de la même période, celle des industries du travail du bois a fortement baissé.

Activité dans le commerce et les services¹

Au Bénin, l'indice du chiffre d'affaires du commerce et des services (ICA) a baissé de 18,7% au troisième trimestre 2016, comparativement au trimestre précédent. En glissement annuel, cet indice a enregistré une chute de 19,7%. Cette situation provient essentiellement d'une diminution du chiffre d'affaires au niveau des autres industries et de l'énergie.

En Côte d'Ivoire, au cours de la même période, l'ICA a augmenté de 2,5%. En glissement annuel, cet indice progresse de 25,0%. Cette hausse de l'ICA provient surtout de l'augmentation observée au niveau des produits de la pêche.

Au Sénégal, au cours de la période sous revue, l'indice du chiffre d'affaires du commerce a baissé de 6,8%, tandis que celui des services a progressé de 0,3%. Ces deux évolutions seraient surtout respectivement dues à la baisse du commerce de détail et à la hausse du chiffre d'affaires du transport.

Création d'entreprises

Au Bénin, 1924 entreprises ont été enregistrées au troisième trimestre 2016 contre 1839 au trimestre précédent.

Au troisième trimestre de l'année 2016, 1914 entreprises ont été enregistrées contre 2560 le trimestre précédent, au Mali. La grande majorité de ces entreprises (plus de 80%) sont des établissements de commerce et de prestations de services.

Pour le Niger, 860 entreprises ont été enregistrées au deuxième trimestre 2016 contre 834 un trimestre plus tôt. Dans ce total, 84% sont des entreprises individuelles.

¹ Seuls le Bénin, la Côte d'Ivoire et le Sénégal produisent à ce jour l'indice du chiffre d'affaires du commerce et des services.

Quant au Sénégal, 8196 entreprises ont été enregistrées au troisième trimestre 2016 contre 11758 au deuxième trimestre 2016. Dans ce total créé au cours de ce trimestre, 82% sont des entreprises individuelles.

2.2. Inflation et compétitivité intérieure

Evolution de l'inflation

Au niveau de l'Union, l'indice général des prix du troisième trimestre 2016 a affiché une baisse de 0,6% par rapport au deuxième trimestre de la même année, correspondant à une baisse identique (-0,6%) en glissement annuel. Cette évolution de l'IHPC régional s'explique notamment par les replis des prix enregistrés au niveau des fonctions « Alimentation et boissons non alcoolisées », « Transport » et Communication dont les indices se sont respectivement inscrits en baisse de 1,7%, 0,8% et 0,9% par rapport au deuxième trimestre 2016.

En glissement annuel, l'inflation régionale s'explique essentiellement par le recul marqué de 3,4% observé au niveau de l'indice de la composante « Transport » entre le troisième trimestre de l'année 2015 et celui de l'année 2016 et, dans une moindre mesure, par la baisse de 1,7% de l'indice de la fonction « Articles d'habillement et chaussures » et de celui de la fonction « Restaurant et hôtel » de 2%

Tableau 3 : Evolution de l'IHPC trimestriel de l'Union, par fonction, au troisième trimestre 2016

FONCTION DE CONSOMMATION	Pondé Ration	2015		2016			Variations (%)	
		T3	T4	T1	T2	T3	3T16 / 2T16	3T16 / 3T15
Alimentation et boissons non alcoolisées	3104,5	119,9	120,6	117,7	122,5	120,4	-1,7	0,5
Boissons alcoolisées, tabacs et stupéfiants	84,3	107,8	106,9	108,8	109,9	110,3	0,4	2,4
Articles d'habillement et chaussures	936,4	108,8	108,8	107,2	106,6	107,0	0,4	-1,7
Logement, eau, électricité, gaz, et autres combustibles	1246,5	109,5	109,7	109,8	110,1	110,1	0,0	0,5
Meubles, articles de ménages et entretien courant du foyer	428,4	109,3	109,4	109,2	108,8	109,1	0,2	-0,2
Santé	360,6	103,9	103,0	103,5	103,4	104,1	0,6	0,2
Transport	1192,2	108,5	108,0	106,4	105,6	104,8	-0,8	-3,4
Communication	635,1	80,7	80,5	80,6	80,3	79,6	-0,9	-1,3
Loisir et culture	283,2	102,8	102,5	102,2	102,2	102,7	0,5	-0,1
Enseignement	271,7	118,1	118,7	118,3	117,6	117,8	0,1	-0,3
Restaurant et hôtel	1010,4	118,7	118,8	117,0	116,0	116,4	0,3	-2,0
Biens et services divers	446,7	108,6	108,4	107,7	107,3	107,6	0,3	-1,0
Total	10000,0	111,4	111,6	110,1	111,3	110,7	-0,6	-0,6

Source : CStat/Commission de l'UEMOA

Concernant la dynamique de l'inflation au niveau des Etats membres de l'Union, elle indique une évolution contrastée des prix dans les différents pays, par rapport au deuxième trimestre 2016. En effet, si l'IHPC s'est affiché en hausse au Sénégal (+2,8%), au Niger (+1,7%), au Mali (+1,4%) et en Guinée-Bissau (+1,2%), il s'est, en revanche, inscrit en baisse au Bénin (-3,8%), en Côte d'Ivoire (-1,8%), au Togo (-1,8%) et au Burkina Faso (-1,4%). En glissement annuel, le repli de 0,6% de l'IHPC tient surtout aux baisses de 2,9% et 1,4% respectivement relevées au Mali et au Bénin et, dans une moindre mesure, à celles observées au Burkina Faso (-0,5%) et au Togo (-0,1%). Sur la même période, les prix ont évolué en légère hausse au Sénégal (+0,9%), au Niger (+0,3%), en Guinée-Bissau (+0,3%) et en Côte d'Ivoire (+0,2%).

Tableau 4 : Evolution de l'IHPC trimestriel de l'Union, par Etat membre, au troisième trimestre 2016

PAYS	Pondération	2015		2016			Variations (%)	
		T3	T4	T1	T2	T3	3T16 / 2T16	3T16/ 3T15
BENIN	807,3	111,9	113,2	111,9	114,8	110,4	-3,8	-1,4
BURKINA	849,0	109,3	109,3	106,3	109,2	108,7	-0,5	-0,5
COTE D'IVOIRE	3 796,9	113,4	113,2	113,8	115,8	113,7	-1,8	0,2
GUINEE-BISSAU	216,6	109,8	109,7	111,9	108,9	110,1	1,2	0,3
MALI	740,0	117,0	114,7	110,2	111,9	113,5	1,4	-2,9
NIGER	602,8	108,7	109,3	106,2	107,3	109,1	1,7	0,3
SENEGAL	1 958,6	104,2	106,0	103,4	102,2	105,1	2,8	0,9
TOGO	1 028,9	116,8	116,1	116,9	118,8	116,7	-1,8	-0,1
UEMOA	10 000,0	111,4	111,6	110,1	111,3	110,7	-0,6	-0,6

Source : CStat/Commission de l'UEMOA

L'analyse détaillée de la dynamique de l'IHPC dans les différents Etats membres et au niveau des composantes permet de constater qu'en variation trimestrielle, la baisse relativement importante des prix observée au Bénin (-3,8%), au troisième trimestre 2016, s'explique essentiellement par les forts replis (respectivement -8,5% et -4,4%) observés au niveau des fonctions « Alimentation et boissons non alcoolisées » et « Transport », mais également par les baisses relevées au niveau des composantes « Logement, eau, électricité, gaz et autres combustibles » (-1,5%) et « Articles d'habillement et chaussures ». En glissement annuel, il ressort de l'analyse des indices de prix que la baisse de 1,4% de l'IHPC s'explique également par les fortes baisses enregistrées au niveau des composantes « Transport » (-5,6%), « Logement, eau, électricité, gaz et autres combustibles » (-2,1%), « Articles d'habillement et chaussures » (-1,8%) et « Alimentation et boissons non alcoolisées » (-0,7%).

Au Burkina Faso, il ressort de l'examen de l'évolution des indices des composantes de l'IHPC que la légère baisse des prix (-0,5%) relevée, par rapport au deuxième trimestre 2016, a été largement portée par la baisse de l'indice de la fonction « Transport » (-1,7%) et par celle relevée au niveau de la composante « Logement, eau, électricité, gaz et autres combustibles » (-1,4%). En glissement annuel, il apparaît que le léger repli de l'IHPC du Burkina Faso (-0,5%) est principalement dû à la forte baisse (-5,3%) de l'indice de la composante « Transport » et à la diminution des prix observée au niveau de la fonction « Logement, eau, électricité, gaz et autres combustibles » (-1,4%).

Tableau 5 : Inflation sous-jacente et nomenclature secondaire de l'IHPC au troisième trimestre 2016

Libellé	Bénin	Burkina	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	Union
Indice produit frais	-6,1	-2,6	3,1	1,9	0,4	-0,3	7,4	-6,1	0,9
Indice Energie	-1,8	-0,3	-1,1	-3,1	0,1	0,0	0,0	-0,9	-0,7
Taux d'inflation sous-jacente	0,0	0,2	0,1	0,0	-0,1	0,0	0,2	0,1	0,1
produits locaux	-1,8	-0,9	0,6	0,2	-0,1	-0,1	1,9	-1,9	0,2
Produits importés	-0,8	0,0	0,6	-0,2	0,0	0,3	0,0	-0,2	0,1
Produits du secteur primaire	-6,9	-1,9	2,5	1,1	0,3	-0,2	3,8	-7,7	1,1
Produits du secteur secondaire	-0,7	0,1	-0,4	-0,1	0,0	0,1	0,1	-0,5	-0,2
Produits du secteur tertiaire	0,1	0,1	0,0	-0,5	-0,5	0,0	0,2	0,0	0,0
Biens non durables	-3,1	-1,0	1,3	0,4	0,1	0,0	2,8	-2,4	0,3
Biens semi durables	-0,1	-0,1	-0,4	-0,5	0,2	-0,1	-0,1	0,0	-0,2
Biens durables	-0,1	0,0	0,4	0,0	0,0	-0,1	0,2	0,0	0,1

Source : CStat/Commission de l'UEMOA

Au niveau de la Côte d'Ivoire, l'évolution de l'indice général des prix à la consommation montre que la baisse de 1,8% enregistrée en variation trimestrielle résulte essentiellement de la forte diminution des prix observée au niveau de la composante « Alimentation et boissons non alcoolisées » (-7,6%). En effet, les hausses de prix notamment enregistrées par les fonctions « Logement, eau, électricité, gaz et autres combustibles » (+0,7%) et « Restaurants et Hôtels » (+0,4%) n'ont pas compensé l'évolution de l'IHPC pour les produits alimentaires. La relative stabilité des prix relevée en glissement annuel s'explique principalement par la dynamique contrastée des prix au niveau des principales composantes de l'IHPC. Tandis que les indices des composantes « Alimentation et boissons non alcoolisées », « Logement, eau, électricité, gaz et autres combustibles » et « Restaurants et hôtels » sont respectivement ressortis en hausse de 0,8%, 0,5% et 0,9%, ceux des branches « Transport » et « Articles d'habillement et chaussures » se sont affichés en baisse respectivement de 1,5% et 1,9%.

Dans le cas de la Guinée-Bissau, l'analyse de l'évolution trimestrielle de l'IHPC au troisième trimestre 2016 montre que la hausse de 1,2% enregistrée par rapport au deuxième trimestre 2016 s'explique essentiellement par les progressions de 3,9% et 1,8% respectivement relevées au niveau des fonctions « Alimentation et boissons non alcoolisées » et « Transport ». En revanche, en glissement annuel, il ressort que, par rapport au troisième trimestre de l'année 2015, la légère hausse des prix constatée provient de la hausse de 0,5% de l'indice des prix des produits alimentaires, tandis que l'indice de la composante « Transport » est resté stable.

Au Mali, il ressort de l'analyse des données conjoncturelles sur l'inflation au cours du troisième trimestre que la hausse de 1,4% de l'indice général des prix observée par rapport au deuxième trimestre 2016 s'explique dans une large mesure par la hausse de 3,9% de l'indice de la composante « Alimentation et boissons non alcoolisées » et celle de 2,2% relevée au niveau de la fonction « Logement, eau, électricité, gaz et autres combustibles ». Par rapport au troisième trimestre 2015, il apparaît que la dynamique des prix a été largement portée par les baisses relativement importantes observées au niveau des composantes « Alimentation et boissons non alcoolisées »

(-5,4%) et « Transport » (-5,7%), entre juillet et septembre 2016, bien que les prix de la fonction « Logement, eau, électricité, gaz et autres combustibles » se soient affichés en hausse de 5,1% sur la même période.

Concernant le Niger, les données de l'inflation au troisième trimestre 2016 indiquent que la hausse de 1,7% par rapport au deuxième trimestre 2016 a été largement déterminée par la progression de 3,6% de l'indice des prix de la fonction « Alimentation et boissons non alcoolisées ». Il est à noter que, sur la période, la composante « Transport » a affiché un léger repli de 0,4%. En glissement annuel, la très légère progression de 0,3% de l'indice général des prix s'explique par le fait que la baisse de 1,1% de l'indice des prix des produits alimentaires a atténué les progressions de 2,1% relevées pour les composantes « Logement, eau, électricité, gaz et autres combustibles » et « Transport » et celle de 1,4% enregistrée pour la fonction « Articles d'habillement et chaussures ».

Au troisième trimestre 2016, l'examen de l'évolution des prix au Sénégal permet de noter que la hausse constatée en variation trimestrielle (+2,8%) résulte presque exclusivement de la forte hausse enregistrée au niveau des prix des produits alimentaires (+7,3%). Les autres postes de l'IHPC sont restés relativement stables, à l'exception notable des « Articles d'habillement et chaussures » dont la hausse des prix est ressortie à 2,0% sur la période. L'inflation modérée relevée en glissement annuel (+0,9%) résulte, quant à elle, des évolutions contrastées au niveau des principaux postes de l'IHPC que sont les fonctions « Alimentation et boissons non alcoolisées » (+3,4) et « Transport ».

Enfin, dans le cas du Togo, l'évolution des prix par rapport au deuxième trimestre 2016 montre que la baisse des prix constatée (-1,8%) résulte d'un repli quasi-généralisé des indices de prix de la plupart des principaux postes de l'IHPC, à savoir notamment les composantes « Alimentation et boissons non alcoolisées » (-5,2%), « Transport » (-1,7%) et « Logement, eau, électricité, gaz et autres combustibles » (-0,7%). Pour le troisième trimestre 2016, les données de l'inflation en glissement annuel décrivent une évolution contrastée avec des hausses relevées pour les fonctions « Alimentation et boissons non alcoolisées » (+1,3%) et « Restaurants et hôtels » (+2,7%), tandis que les indices des postes « Transport » et « Logement, eau, électricité, gaz et autres combustibles » se sont respectivement affichés en baisse de 7,2% et 1,4%.

Au niveau de l'Union, l'inflation sous-jacente a été de 0,1% au cours du troisième trimestre 2016, par rapport au trimestre précédent. Cette légère évolution haussière des prix, hors énergie et produits frais, s'explique notamment par les légères hausses observées au Burkina Faso (+0,2%), au Sénégal (+0,2%), en Côte d'Ivoire (+0,1%) et au Togo (+0,1%) tandis que cet indicateur est ressorti nul dans les autres Etats membres de l'Union, à l'exception notable du Mali où l'inflation sous-jacente s'est affichée en baisse de 0,1% sur la période considérée.

S'agissant des sous-indices, celui relatif aux produits frais a enregistré une hausse de 0,9% au cours du troisième trimestre 2016, particulièrement tiré par l'indice relevé au mois de septembre (+1,9%). Quant au sous-indice de l'énergie, il affiche une baisse de 0,7%, qui s'explique essentiellement par les diminutions de prix qui ont marqué les mois d'août (-1,0%) et de septembre (-0,5%) de l'année 2016.

Compétitivité intérieure

Au troisième trimestre 2016, le degré d'internalisation² pour l'ensemble de l'Union s'est situé à 60,4% avec la Côte d'Ivoire et la Guinée Bissau qui présentent des ratios inférieurs à 50%.

Le degré d'internalisation est en hausse de 4,5 points de pourcentage comparé au trimestre précédent, sous l'effet conjugué d'une baisse des importations (-4,2%) et d'un repli remarquable des exportations (-20,4%). Il faut noter que la baisse des exportations est présente au niveau de tous les Etats de l'Union.

En glissement annuel, le degré d'internalisation de l'Union affiche un recul de 3,6 points de pourcentage du fait des baisses observées dans la quasi-totalité des Etats à l'exception du Bénin et de la Côte d'Ivoire.

Tableau 6: Evolution trimestrielle du degré d'internationalisation dans l'Union (%)

	2T15	3T15	4T15	1T16	2T16	3T16
Bénin	69,47	87,31	91,21	89,23	81,99	88,33
Burkina Faso	54,16	66,40	62,31	56,69	61,74	55,96
Côte d'Ivoire	43,66	46,95	47,77	43,28	44,80	49,89
Guinée Bissau	31,28	44,88	30,30	1,99	29,25	26,06
Mali	63,99	65,74	59,66	51,12	56,64	63,92
Niger	76,52	87,03	66,54	79,94	76,31	72,79
Sénégal	65,87	73,81	71,15	63,23	65,55	71,66
Togo	74,58	78,67	77,67	74,29	68,51	69,92
UEMOA	55,02	63,97	58,15	53,76%	55,90	60,42

Source : INS des Etats

2.3. Secteur extérieur

Exportations

Le troisième trimestre de l'année 2016 a été marqué par un repli de 20% des exportations en valeur de l'Union comparativement au trimestre précédent, soit - 618,4 mds de FCFA. Ce recul des exportations est tributaire des replis observés dans tous les Etats de l'Union sauf la Guinée Bissau.

En glissement annuel, les exportations sont restées quasi stables (+0,3%), en liaison avec les performances du Burkina, de la Guinée Bissau et du Sénégal qui comblent les faiblesses du Bénin, de la Côte d'Ivoire et du Niger.

² Le degré d'internalisation est le rapport des importations sur la somme des échanges extérieurs (importations + exportations).

Tableau 7: Evolution trimestrielle des exportations en valeur (en mds FCFA)

	2T15	3T15	4T15	1T16	2T16	3T16
Bénin	131,98	52,91	37,40	28,51	53,95	42,33
Burkina Faso	376,98	221,68	300,29	384,10	338,77	328,50
Côte d'Ivoire	1 768,87	1 331,42	2 156,38	1 923,48	1 573,73	1 192,79
Guinée Bissau	60,45	30,16	51,48	50,03	65,33	65,33
Mali	263,31	305,85	359,73	437,92	437,92	305,94
Niger	90,39	77,44	144,81	96,03	59,44	51,92
Sénégal	373,64	293,08	344,93	391,12	384,25	327,54
Togo	71,55	88,54	80,12	74,25	112,84	93,53
UEMOA	3 137,18	2 401,06	3 475,14	3 385,45	3 026,23	2 407,87

Source : INS des Etats

Importations

A la fin du troisième trimestre de l'année, les importations de l'Union affichent une baisse de 4,2% par rapport au second trimestre. Ce repli est consécutif à la diminution des importations observée dans tous les Etats sauf au Bénin et au Sénégal.

En glissement annuel, la baisse est de 588,9 mds. Cette situation résulte de la baisse quasi générale des importations dans la sous-région. Toutefois, la Côte d'Ivoire et le Sénégal affichent une certaine stagnation.

Tableau 8 : Evolution trimestrielle des importations en valeur (en mds)

	2T15	3T15	4T15	1T16	2T16	3T16
Bénin	300,27	364,13	388,05	236,16	245,55	320,48
Burkina Faso	445,36	438,07	496,51	502,72	546,66	417,40
Côte d'Ivoire	1 370,50	1 178,19	1 971,87	1 467,54	1 277,08	1 187,54
Guinée Bissau	27,52	24,56	22,38	1,02	27,01	23,02
Mali	468,00	587,00	532,00	458,00	572,00	542,00
Niger	294,58	519,42	287,92	382,74	191,51	138,91
Sénégal	721,25	826,00	850,79	672,71	731,22	828,21
Togo	209,88	326,48	278,73	214,54	245,46	217,42
UEMOA	3 837,35	4 263,86	4 828,24	3 935,41	3 836,49	3 674,99

Source : INS des Etats

Taux de couverture

Le troisième trimestre de l'année 2016, comme le précédent, a encore mis en évidence le déséquilibre du commerce extérieur de l'Union avec un taux de couverture de 65,5%. Les importations ne sont donc toujours pas entièrement financées par les exportations et la situation s'est détériorée par rapport à la période précédente, avec une diminution de 13,3 points de pourcentage.

En glissement annuel, le taux de couverture progresse de 9,1 points de pourcentage.

Tableau 9: Evolution trimestrielle du taux de couverture dans l'Union (en %)

	2T15	3T15	4T15	1T16	2T16	3T16
Bénin	43,95	14,53	9,64	12,07	21,97	13,21
Burkina Faso	84,65	50,60	60,48	76,40	61,97	78,70
Côte d'Ivoire	129,07	113,01	109,36	131,07	123,23	100,44
Guinée Bissau	219,70	122,81	230,03	4914,99	241,84	283,78
Mali	56,26	52,10	67,62	95,62	76,56	56,45
Niger	30,69	14,91	50,30	25,09	31,04	37,38
Sénégal	51,80	35,48	40,54	58,14	52,55	39,55
Togo	34,09	27,12	28,74	34,61	45,97	43,02
UEMOA	81,75	56,31	71,98	86,03	78,88	65,52

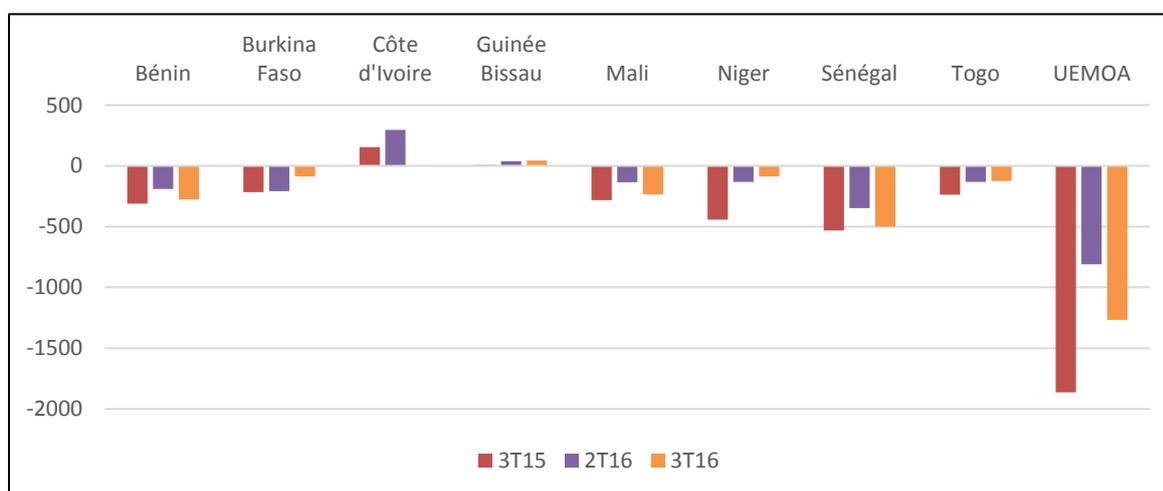
Source : Calculs de la DPEE/DPE/Commission UEMOA sur la base des données des INS

Solde commercial

Le solde commercial dans l'UEMOA présente un déficit au cours de la période sous revue. Ce déficit révèle une détérioration de -1267,1 mds pour le troisième trimestre de l'année. En comparaison au trimestre précédent, le solde commercial s'est détérioré de 456,9 mds.

En glissement annuel, le solde commercial affiche une amélioration de 595,7 mds.

Graphique 2: Evolution trimestrielle du solde commercial dans l'Union (mds FCFA)



Compétitivité extérieure

Prix du commerce extérieur

A l'avant dernier trimestre de 2016, les prix du commerce extérieur se sont affichés à 0,66 contre 0,79 au cours du trimestre précédent. En glissement annuel, ils sont passés de 0,56 à 0,66.

Tableau 10: Evolution trimestrielle des termes de l'échange dans l'Union

	2T15	3T15	4T15	1T16	2T16	3T16
Bénin	0,44	0,15	0,10	0,12	0,22	0,13
Burkina Faso	0,85	0,51	0,60	0,76	0,62	0,79
Côte d'Ivoire	1,29	1,13	1,09	1,31	1,23	1,00
Guinée Bissau	2,20	1,23	2,30	49,15	2,42	2,84
Mali	0,56	0,52	0,68	0,96	0,77	0,56
Niger	0,31	0,15	0,50	0,25	0,31	0,37
Sénégal	0,52	0,35	0,41	0,58	0,53	0,40
Togo	0,34	0,27	0,29	0,35	0,46	0,43
UEMOA	0,82	0,56	0,72	0,86	0,79	0,66

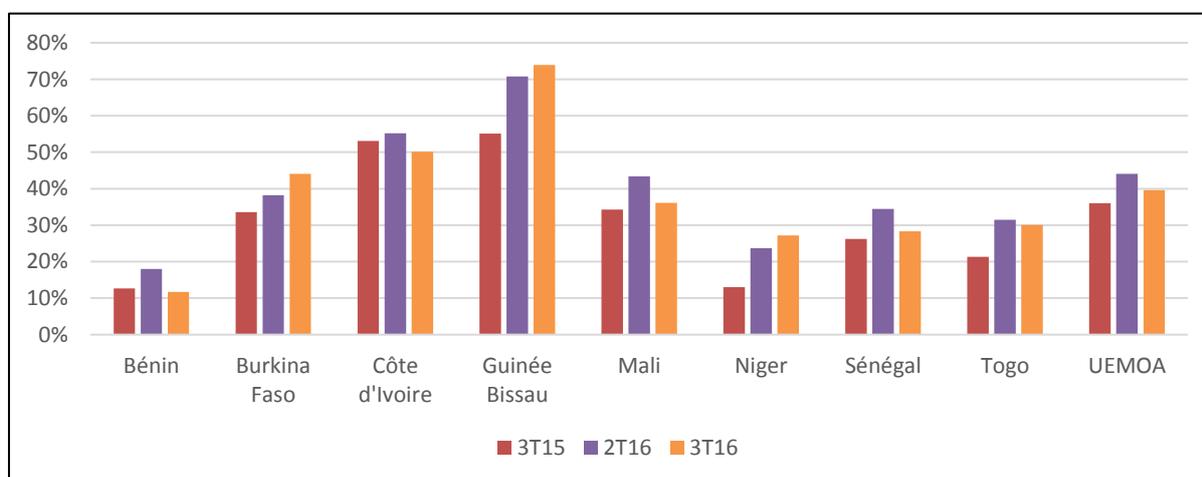
Source : Calculs de la DPEE/DPE/Commission UEMOA sur la base des données des INS

Degré d'externalisation

Les exportations ont représenté 40% des échanges extérieurs dans l'Union, au cours de la période sous revue, soit un repli de 4 points de pourcentage, comparativement au trimestre précédent.

En glissement annuel, le degré d'externalisation a connu une hausse de 4 points de pourcentage.

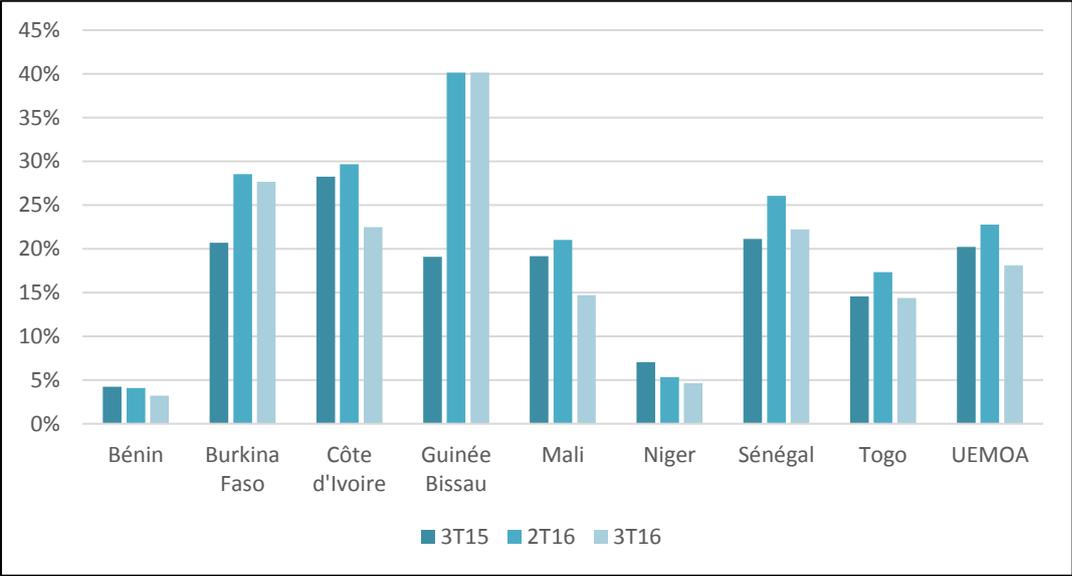
Graphique 3: Evolution du degré d'externalisation dans l'Union (%)



Taux d'exportation

Les exportations représentent 18,1% du PIB au cours de la période sous revue. Pour l'ensemble de l'UEMOA, le taux d'exportation a reculé de 4,7 points de pourcentage entre les deux trimestres. En glissement annuel, le taux baisse de 2,1 points de pourcentage.

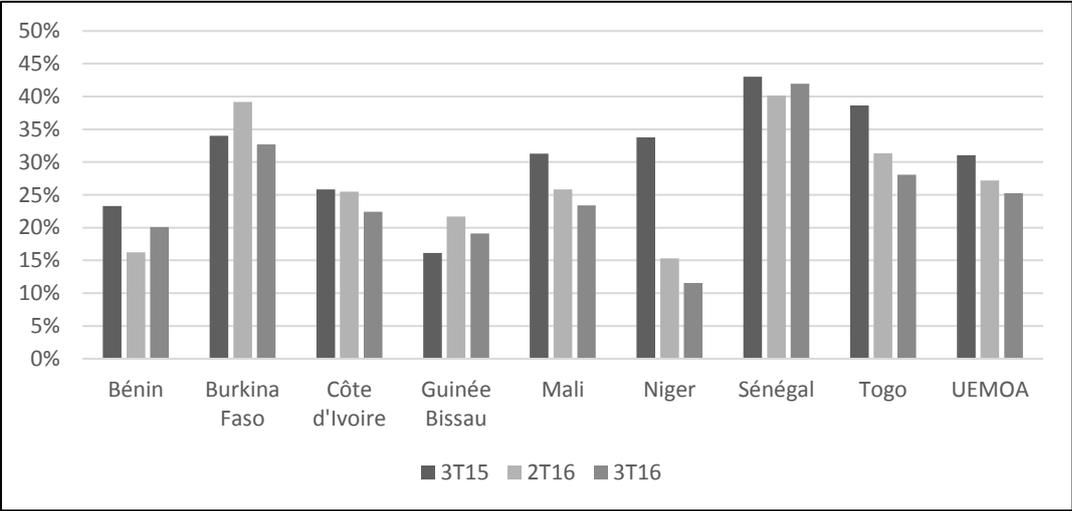
Graphique 4: Evolution trimestrielle du taux d'exportation dans l'Union en %



Les taux de pénétration

A la fin de la période sous revue, le quart (25,2%) du marché intérieur de l'Union a été couvert par les importations. Comparé au trimestre précédent, la baisse observée est de 1,9 point de pourcentage. En glissement annuel, la baisse se situe à 5,8 points de pourcentage.

Graphique 5: Evolution trimestrielle du taux de pénétration dans l'Union en %



2.4. Finances publiques

Recettes³

A fin septembre 2016, il ressort des données conjoncturelles sur les finances publiques que les recettes totales de l'Union ont connu une hausse de 476,0 mds entre le troisième trimestre 2015 et le troisième trimestre de l'année 2016. Cette évolution des recettes totales correspond à une progression relative de 12,9%, en glissement annuel.

Tableau 11: Recettes et Dépenses publiques dans les Etats membres de l'UEMOA au troisième trimestre 2016 (en mds).

Rubriques	Périodes	Etats membres							
		Bénin	Burkina Faso	Côte d'Ivoire	Guinée Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo
Recettes Totales	3T16	549,9	899,6	936,2	20,0	-	151,3	1595,3	-
	<i>3T15</i>	<i>612,5</i>	<i>772,7</i>	<i>842,4</i>	<i>19,9</i>	<i>253,1</i>	<i>192,3</i>	<i>1236,3</i>	<i>112,7</i>
	tTC	-10,2%	16,4%	11,1%	0,2%	-	-21,3%	29,0%	-
Recettes Fiscales	3T16	488,8	791,7	733,6	17,9	-	141,1	1298,6	-
	<i>3T15</i>	<i>539,4</i>	<i>682,3</i>	<i>690,3</i>	<i>18,0</i>	<i>246,0</i>	<i>167,0</i>	<i>1036,9</i>	<i>101,8</i>
	TC	-9,4%	16,0%	6,3%	-0,3%	-	-15,5%	25,2%	-
Recettes non fiscales	3T16	61,1	107,9	116,9	2,0	-	7,9	69,6	-
	<i>3T15</i>	<i>73,1</i>	<i>90,4</i>	<i>152,1</i>	<i>1,9</i>	<i>4,0</i>	<i>16,3</i>	<i>91,5</i>	<i>10,9</i>
	TC	-16,4%	19,4%	-23,2%	4,5%	-	-51,5%	-23,9%	-
Dépenses Totales	3T16	788,1	1190,9	1363,5	0,0	-	317,0	1899,7	-
	<i>3T15</i>	<i>559,1</i>	<i>1021,1</i>	<i>998,4</i>	<i>27,9</i>	<i>392,2</i>	<i>347,0</i>	<i>1468,4</i>	<i>120,3</i>
	TC	41,0%	16,6%	36,6%	-100,0%	-	-8,6%	29,4%	-
Dépenses Courantes	3T16	-	846,6	788,3	20,4	-	168,1	614,1	-
	<i>3T15</i>	-	<i>678,3</i>	<i>678,7</i>	<i>26,5</i>	-	<i>185,6</i>	<i>954,3</i>	<i>82,4</i>
	TC	-	24,8%	16,2%	-22,9%	-	-9,4%	-35,6%	-
Dépenses en Capital	3T16	202,0	344,3	407,0	0,0	-	148,9	729,7	-
	<i>3T15</i>	<i>264,6</i>	<i>342,8</i>	<i>211,5</i>	<i>1,2</i>	<i>147,4</i>	<i>161,4</i>	<i>515,8</i>	<i>37,7</i>
	TC	-23,7%	0,5%	92,5%	-100,0%	-	-7,7%	41,5%	-
Solde Global	3T16	-112,8	-128,8	-427,4	-0,4	-	-145,4	-79,4	-
	<i>3T15</i>	<i>-211,3</i>	<i>-103,1</i>	<i>-133,1</i>	<i>-5,4</i>	<i>-139,1</i>	<i>-128,6</i>	<i>-129,1</i>	<i>-7,3</i>
	TC	-46,6%	24,9%	221,0%	-91,9%	-	13,1%	-38,5%	-

Note : Les chiffres en gras correspondent aux chiffres du troisième trimestre 2016, tandis que les chiffres en italiques sont les chiffres du troisième trimestre 2015. Les taux de croissance en glissement (TC) annuel sont présentés en pourcentage.

Source : CNPE/Commission de l'UEMOA

L'analyse des données conjoncturelles du troisième trimestre 2016 au niveau des Etats membres de l'Union indique que l'évolution des recettes publiques totales ci-

³ Les données du Mali et du Togo sur les finances publiques n'étant pas encore disponibles pour le troisième trimestre 2016, les commentaires de la situation des finances publiques de l'Union porte sur l'ensemble de l'Union hors Mali et Togo.

dessus décrite a été largement impulsée par la progression de 359,0 mds (+29,0%) relevée au Sénégal ainsi que par les hausses respectives de 126,9 mds et 93,7 mds observées au Burkina Faso (+16,4%) et en Côte d'Ivoire (11,1%). Dans le même temps, il faut souligner la baisse de 62,6 mds des recettes totales enregistrée au Bénin (-10,2%).

S'agissant de l'analyse de l'évolution des recettes, en termes de composition, il apparaît que la hausse observée au niveau des recettes totales a été essentiellement portée par les recettes fiscales qui ont connu une progression de 337,8 mds (soit +10,8%) entre les troisièmes trimestres des années 2015 et 2016. Concernant les contributions respectives des Etats membres à cette évolution des recettes fiscales, il ressort des données conjoncturelles à fin septembre 2016 que les hausses les plus importantes ont été notées au Sénégal (+261,7 mds, soit +25,2%), au Burkina Faso (+109,4 mds, +16,0%) et en Côte d'Ivoire (+43,3 mds, soit +6,3%). Sur la période considérée, des baisses de recettes fiscales ont, en revanche, été observées au Bénin (-50,6 mds, soit -9,4%) et au Niger (-25,9 mds, soit -15,5%).

Au niveau des recettes non fiscales, l'examen des données des finances publiques indique qu'au troisième trimestre 2016, ces dernières se sont affichées en baisse de 59,9 mds (-14,1%), par rapport au troisième trimestre 2015. Cette évolution s'explique dans une large mesure par la diminution des recettes non fiscales qui a marqué l'évolution des finances publiques d'au moins la moitié des Etats membres de l'Union. En effet, des baisses respectives de -35,2 mds (-23,2%), 21,9 mds (-23,9%), 12,0 mds (-16,4%) et -8,4 mds (-51,5%) ont été relevées en Côte d'Ivoire, au Sénégal, au Bénin et au Niger. Cependant, une hausse de 17,5 mds (+19,4%) a été notée au Burkina Faso sur la période.

Dépenses

Au terme du troisième trimestre 2016, les dépenses publiques totales de l'Union ont enregistré une augmentation de 1 137,3 mds, soit une progression relative de 25,7% en glissement annuel. En effet, cette évolution découle notamment d'une augmentation remarquable des dépenses totales au Sénégal (+431,4 mds, soit +29,4%), en Côte d'Ivoire (+365,1 mds, +36,6%), au Bénin (+229,0 mds, soit +41,0%) et au Burkina Faso (+169,8 mds, soit +16,6%). Sur la période, le Niger affiche cependant un recul de ses dépenses totales évalué à 30,0 mds (soit, -8,6%).

En termes de composition, l'analyse de la dynamique des dépenses publiques au troisième trimestre 2016 permet de constater que les dépenses courantes sont ressorties en forte baisse au Sénégal où elles se sont établies à 614,1 mds contre 954,3 mds au troisième trimestre de l'année précédente, soit un repli de 340,2 mds (-35,6%) en glissement annuel. Il convient de souligner que cette évolution des dépenses courantes au Sénégal s'est accompagnée d'une hausse de 62,9 mds (19,5%) des dépenses salariales. Dans le même temps, les dépenses courantes ont évolué à la hausse au Burkina Faso (+168,3 mds, soit +24,8%) et en Côte d'Ivoire (+109,7 mds, soit +16,2%), avec des hausses respectives de leurs masses salariales évaluées à 62,0 mds (+18,0%) et 10,6 mds (+3,1%). Sur la période, les dépenses

salariales du Bénin sont aussi ressorties en hausse de 27,0 mds, soit une progression relative de 4,8%.

Concernant les dépenses en capital de l'Union, elles se sont affichées en hausse de 334,7 mds entre les troisièmes trimestres 2015 et 2016, soit une progression relative de 22,4% en glissement annuel. Elles se sont ainsi établies à 1 832,0 mds entre juillet et septembre 2016, contre 1 497,2 mds sur la même période de l'année précédente. L'évolution ainsi constatée a été essentiellement impulsée par les hausses relativement importantes des dépenses en capital observées au Sénégal (+214,0 mds, soit +41,5%) et en Côte d'Ivoire (+195,6 mds, soit +92,5%). Il faut, toutefois, noter la baisse de 62,6 mds (-23,7%) relevée au Bénin sur la même période.

Solde budgétaire

L'exécution budgétaire à fin septembre 2016 suggère que les Etats membres de l'Union ont globalement affiché un solde budgétaire déficitaire qui s'est, par ailleurs, dégradé. Cette évolution s'explique essentiellement par la dégradation de la position budgétaire en Côte d'Ivoire. En effet, le solde global y est ressorti à -427,4 mds au troisième trimestre 2016, contre -133,1 mds au troisième trimestre 2015, soit une détérioration de la position budgétaire évaluée à -294,2 mds (+221%) en glissement annuel. En revanche, sur la période, les positions budgétaires se sont notamment améliorées au Bénin (+98,5 mds, -46,6%) et au Sénégal (+49,7 mds, -38,5%).

2.5. Situation monétaire

Masse monétaire

Au terme du troisième trimestre 2016, les données cumulées sur la situation monétaire au sein de l'UEMOA indiquent que les disponibilités monétaires sont ressorties en baisse de 2 057,5 mds, s'établissant à 21 985,0 mds au cours dudit trimestre, contre 24 042,5 mds au deuxième trimestre 2016. En termes relatifs, cette évolution correspond à un repli de 8,6% sur la période considérée. Cette dynamique de la masse monétaire s'explique principalement par les baisses relevées au niveau du Togo (-1 145,7 mds, soit -29,7%) et du Sénégal (-976,1 mds, soit -23,5%). Dans les autres Etats membres de l'Union, la masse monétaire a connu des évolutions mineures, à l'exception du Mali où elle a progressé de 125,7 mds (+5,5%) pour s'établir à 2 422,0 mds au troisième trimestre 2016.

Avoirs extérieurs nets

Le troisième trimestre de l'année 2016 a été marqué par une baisse de 894,4 mds (-12,2%) des avoirs extérieurs nets des institutions monétaires qui se sont établis à 6 425,9 mds entre juillet et septembre 2016. Cette dynamique des disponibilités extérieures nettes résulte essentiellement du recul de cet agrégat observé en Côte d'Ivoire (-391,3 mds, soit -18,1%), au Sénégal (-269,1 mds, soit -22,5%) et au Togo (-228,8 mds, -21,7%). Sur la période, seuls le Burkina Faso (+8,0%) et la Guinée-

Bissau (+14,7%) ont affiché des progressions de leurs avoirs extérieurs nets au cours de la période.

Tableau 12: Masse monétaire et contreparties dans les Etats membres de l'UEMOA au troisième trimestre 2016 (en mds).

Rubriques	Etats membres								
	Bénin	Burkina Faso	Côte d'Ivoire	Guinée Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	Union
Masse monétaire	2 113,9	2 693,1	7 614,9	1,1	2 422,0	1 239,8	3 182,8	2 717,4	21 985,0
	<i>2 135,4</i>	<i>2 655,0</i>	<i>7 711,3</i>	<i>1,1</i>	<i>2 296,3</i>	<i>1 221,4</i>	<i>4 158,8</i>	<i>3 863,2</i>	<i>24 042,5</i>
	-1,0%	1,4%	-1,3%	2,5%	5,5%	1,5%	-23,5%	-29,7%	-8,6%
Avoirs Extérieurs Nets	1 165,3	834,6	1 773,3	0,7	442,3	478,5	904,3	826,8	6 425,9
	<i>1 172,0</i>	<i>772,8</i>	<i>2 164,6</i>	<i>0,6</i>	<i>467,5</i>	<i>521,0</i>	<i>1 166,2</i>	<i>1 055,6</i>	<i>7 320,3</i>
	-0,6%	8,0%	-18,1%	14,7%	-5,4%	-8,2%	-22,5%	-21,7%	-12,2%
BCEAO	206,5	-136,5	-	0,6	81,7	353,1	761,3	-	-
	<i>241,1</i>	<i>-130,1</i>	-	<i>0,6</i>	<i>138,7</i>	<i>409,5</i>	<i>866,8</i>	-	-
	-14,4%	4,9%	-	6,0%	-41,1%	-13,8%	-12,2%	-	-
Banques Commerciales	958,8	971,1	-	0,1	360,6	125,4	143,0	-	-
	<i>930,9</i>	<i>902,9</i>	-	<i>0,0</i>	<i>328,7</i>	<i>111,5</i>	<i>299,3</i>	-	-
	3,0%	7,6%	-	144,3%	9,7%	12,5%	-52,2%	-	-
Crédits à l'économie	1 088,8	1 905,6	4 507,5	0,2	1 876,3	707,2	2 460,1	1 767,7	14 313,5
	<i>1 073,5</i>	<i>1 919,4</i>	<i>4 405,2</i>	<i>0,2</i>	<i>1 807,0</i>	<i>684,8</i>	<i>2 811,5</i>	<i>2 576,9</i>	<i>15 278,5</i>
	1,4%	-0,7%	2,3%	-11,7%	3,8%	3,3%	-12,5%	-31,4%	-6,3%
Position Nette du Gouvernement	-154,4	154,5	1 689,0	0,2	110,6	138,7	98,3	78,8	2 115,8
	<i>-94,5</i>	<i>154,3</i>	<i>1 557,1</i>	<i>0,2</i>	<i>48,4</i>	<i>113,9</i>	<i>397,1</i>	<i>189,4</i>	<i>2 365,9</i>
	63,4%	0,1%	8,5%	3,2%	128,8%	21,7%	-75,2%	-58,4%	-10,6%

Note : Les chiffres en gras correspondent aux chiffres du troisième trimestre 2016, tandis que les chiffres en italiques sont les chiffres du deuxième trimestre 2016. Les taux de croissance trimestriels sont présentés en pourcentage. Les signes (-) indiquent des données non communiquées par les Etats membres ou non encore disponibles.

Source : BCEAO

Crédits à l'économie

Concernant les crédits à l'économie, il ressort des données conjoncturelles de l'Union au troisième trimestre 2016 qu'ils sont ressortis en baisse de 965,0 mds, soit une diminution relative de 6,3%. Cette baisse des crédits du secteur bancaire au secteur privé a été fortement impulsée par la chute de 809,2 mds (-31,4%) relevée au Togo et, dans une moindre mesure par la baisse de 351,4 mds (-12,5%) des crédits à l'économie enregistrée au Sénégal. Toutefois, dans le même temps, il est à noter que les crédits à l'économie se sont affichés en hausse en Côte d'Ivoire (+102,3 mds, +2,3%) et au Mali (+69,3 mds, soit +3,8%).

Position nette du gouvernement

L'analyse des données conjoncturelles sur la PNG de l'Union indique qu'au terme du troisième trimestre 2016, celle-ci s'est inscrite en baisse de 250,2 mds, soit une diminution relative de 10,6%, par rapport au deuxième trimestre 2016. L'amélioration de la PNG au niveau de l'Union s'explique essentiellement par l'évolution constatée au Sénégal où les crédits du secteur bancaire à l'Etat sénégalais sont ressortis en baisse à 98,3 mds (-75,2%) sur la période allant des mois de juillet à septembre 2016. Il faut aussi noter une baisse de 110,6 mds (-58,4%) de la PNG au Togo, ainsi que celle de 59,9 mds observée au Bénin. Sur la période, la PNG de la Côte d'Ivoire s'est, quant à elle, accrue de 131,9 mds (+8,5%) pour s'établir à 1 689 mds au troisième trimestre 2016.

2.6. Compétitivité de la monnaie

En 2015, comparativement à 2014, le taux de change effectif réel (TCER) dans la zone UEMOA s'est déprécié de 5,6% selon les perspectives économiques régionales du FMI de mai 2016. Cette baisse du taux de change effectif réel a été observée dans tous les pays, particulièrement au Bénin et au Togo où elle a respectivement été de 10,9% et 8,8%.

Cette dépréciation du TCER pourrait s'interpréter comme une amélioration de la compétitivité externe des pays de l'Union.

2.7. Activité de la BRVM

Le marché boursier est caractérisé par une évolution favorable de ses activités au regard de la dynamique de l'indice composite de la Bourse Régionale des Valeurs Mobilières (BRVM) qui a enregistré un accroissement de 9,9% au troisième trimestre 2016.

Cette embellie est perceptible au niveau des indices sectoriels, notamment dans les secteurs des services publics, des finances, de la distribution, du transport et des autres secteurs à l'exception du secteur agricole qui a besoin d'un appui plus important.

La capitalisation boursière composite a affiché un retrait de 1,6% par rapport à la période correspondante de 2015, lié à la baisse des échanges sur le marché des actions (7 115,5 milliards) qui a reculé de 3,3% tandis que la capitalisation du marché des obligations (1 763,7 milliards) a augmenté de 5,6%.

3. Principaux faits marquants

3.1 Environnement international

Septembre 2016 - Un petit rebond pour le métal jaune. Le cours de l'or avait été plombé par la hausse du dollar, des actions et des taux d'intérêt aux Etats-Unis. (Source ; Yahoo.fr).

Août 2016 - Le secrétaire général de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) prévoit un retour à la stabilité sur les marchés du pétrole en 2017 et le Venezuela espère voir le prix de son pétrole brut atteindre 70 dollars le baril dans les mois à venir. (Source ; Yahoo.fr).

Juillet 2016 - Les stocks de pétrole brut ont augmenté de 614.000 barils aux Etats-Unis, d'après l'Agence américaine d'information sur l'énergie (EIA), à la suite d'un rebond de 2,26 millions de barils précédemment. (Source ; Yahoo.fr).

3.2 Etats de l'UEMOA

Septembre 2016 - L'entreprise libyenne LPTCI sera le quatrième opérateur de téléphonie mobile actif en Côte d'Ivoire, où le marché a atteint près de 100% de taux de pénétration, a annoncé le gouvernement ivoirien. (Source ; IZF.NET).

Août 2016 - L'Etat nigérian verse chaque année plus de 3 milliards de FCFA (4.573.470 euros) à 2.565 enseignants "fictifs" dans cinq des huit régions du pays, C'est ce qu'a révélé un recensement organisé par le gouvernement. (Source ; IZF.NET).

Juillet 2016 - Le Sénégal a créé une nouvelle compagnie aérienne pour remplacer le transporteur national, Sénégal Airlines, qui a fait faillite et dont l'arrêt des activités a été prononcé récemment. (Source ; IZF.NET).

Conclusion

Sur la base de la plupart des indicateurs analysés, la conjoncture au troisième trimestre 2016 dans la zone UEMOA est bonne. Dans ces conditions, si cette tendance ne s'inverse pas au cours des prochains trimestres, les attentes en matière de performance économique pour l'année 2016 pourraient se réaliser.

Sur la base des chiffres de la Banque Mondiale, cette tendance s'est poursuivie au quatrième trimestre 2016 surtout que la modeste dynamique observée dans les pays avancés et émergents s'est confirmée.